



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Enseignants

Question écrite n° 7531

Texte de la question

M. Joseph Klifa attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la cessation progressive d'activité des maîtres contractuels de l'enseignement privé. Cette cessation progressive d'activité est la transposition pour les fonctionnaires d'une disposition qui existe dans le secteur privé, à savoir la retraite progressive. Les maîtres contractuels de l'enseignement privé ayant la qualité d'agents non titulaires de l'État sont exclus de la retraite progressive mise en place dans le secteur privé. N'étant pas fonctionnaires, ils sont exclus du bénéfice de la cessation progressive d'activité, mise en place par l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982. Régulièrement prorogée, notamment par la loi n° 89-18 du 13 janvier 1989, la mesure n'a pas été appliquée aux maîtres de l'enseignement privé, car elle n'avait pas un caractère permanent et n'était pas, de ce fait, incluse dans les « règles générales » visées à l'article 15 de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959. Depuis 1982, les gouvernements successifs ont toujours donné ce motif pour refuser la transposition, promettant que si la mesure était pérennisée, elle leur serait alors appliquée au titre du principe de parité prévu par la loi. Or, la cessation progressive d'activité a été pérennisée par l'article 97 de la loi n° 93-121 du 27 janvier 1993. Plus rien, dès lors, ne s'oppose à ce que l'engagement pris à l'égard des maîtres contractuels de l'enseignement privé soit appliqué, faute de quoi ils seraient désormais les seuls salariés exclus du bénéfice de la retraite progressive. Aussi lui demande-t-il de bien vouloir lui faire connaître les intentions du Gouvernement à ce sujet.

Texte de la réponse

La loi du 27 janvier 1993 pérennise le régime de la cessation progressive d'activité, dont ne bénéficient pas encore les maîtres de l'enseignement privé. La prise en compte de ces maîtres, qui représenterait un coût budgétaire de 100 millions de francs, fera l'objet d'un examen prioritaire dans le cadre du projet de finances pour 1995.

Données clés

Auteur : [M. Klifa Joseph](#)

Circonscription : - UDF

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 7531

Rubrique : Enseignement privé

Ministère interrogé : éducation nationale

Ministère attributaire : éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er novembre 1993, page 3753

Réponse publiée le : 13 décembre 1993, page 4493